

# L'économie marocaine en 2020: Quand l'inimaginable devint une réalité !

mardi, 22 décembre, 2020 à 13:18

Casablanca – Au début de cette année, bien que le nouveau coronavirus se propageait à la vitesse grand V à travers le monde, nul ne s'attendait à une telle crise asphyxiante vécue par plusieurs secteurs économiques au Maroc.

Une situation rendue davantage délicate par les conditions climatiques défavorables, en l'occurrence le déficit pluviométrique, pesant ainsi lourd sur l'Agriculture marocaine qui tablait sur une année prometteuse, particulièrement avec le lancement, en février dernier, de la nouvelle stratégie "Génération Green 2020-2030".

L'état d'urgence sanitaire, déclaré vendredi 20 mars, la restriction de la circulation et la fermeture des frontières n'ont rien arrangé pour l'activité économique qui s'est infligée un arrêt brutal. Quarante jours de confinement étaient suffisants pour les différents établissements et institutions d'alerter sur une année où tous les signaux seraient au rouge.

D'ailleurs, Bank Al-Maghrib (BAM), à l'issue de la réunion de son Conseil en juin, a prévu que l'économie nationale devrait accuser une contraction de 5,2% en 2020, la plus forte depuis 1996. L'Institut d'émission a aussi relevé que "l'évolution rapide de cette pandémie exige l'actualisation fréquente de l'évaluation de la situation et des prévisions économiques".

Trois mois plus tard et au regard d'une lente reprise, BAM a revu en baisse ses prévisions de croissance en 2020 à 6,3%, avant de les réajuster à 6,6% lors de la quatrième et dernière réunion trimestrielle de son Conseil, tenue mardi dernier.

Bien qu'ils soient unanimes sur le fait que la contraction de l'économie durant cette année serait la première depuis plus de deux décennies, Bank Al-Maghrib et le Haut-Commissariat au Plan (HCP) affichent des taux différents.

"Le Produit Intérieur Brut (PIB) devrait, compte tenu d'une baisse prévue de 9% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, enregistrer une décroissance de 5,8% en 2020 au lieu d'une progression de 2,5% enregistrée en 2019", a souligné le HCP dans son budget économique exploratoire 2021, publié en juillet dernier.

Des prévisions en ligne avec celles avancées par le gouvernement lors de l'élaboration de la loi de finance au titre de l'exercice prochain (LF-2021).

Le ministre de l'Economie, des finances et de la réforme de l'administration avait, en effet, fait savoir, lors de sa présentation du projet de cette loi devant la Commission des finances, du développement économique à la Chambre des représentants, que la récession économique se situerait à 5,8% en 2020, en raison notamment du report de la reprise de secteurs comme le tourisme.

Pour ce qui est des institutions internationales, la Banque mondiale (BM) a estimé que la croissance de l'économie marocaine devrait se contracter de 6,3%, alors que la Banque

européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) s'attend à une contraction de 5% en 2020.

Les services du Fonds monétaire international (FMI), eux, ont fait savoir, lors de leurs consultations de 2020 au titre de l'article IV avec le Maroc, que le PIB marocain devrait reculer dans une fourchette de 6 à 7% et ce, en fonction de l'évolution de la pandémie du covid-19.

Pour soutenir l'économie durant cette pénible épreuve, l'Etat a dû recourir à une série de mesures, dont l'endettement et l'augmentation des dépenses afin de pouvoir couvrir le besoin de financement de l'économie.

Cette situation, aggravée davantage par une chute des recettes fiscales, s'est traduite par un creusement du déficit budgétaire qui, selon le HCP, devrait s'accroître à 7,4% du PIB en 2020, dépassant largement le niveau atteint en moyenne annuelle entre les années 2011 et 2013, soit 6,1% du PIB.

Bank Al-Maghrib et la Banque mondiale ont, pour leur part, été plus pessimistes avec des prévisions respectives du déficit budgétaire de 7,7% et 7,6% du PIB. Une dégradation qui ne serait pas sans effets sur le ratio de la dette publique par rapport au PIB qui est attendu en hausse.

S'agissant des perspectives pour l'année prochaine, elles restent prometteuses particulièrement avec l'apparition de vaccins contre le covid-19 qui devrait permettre une véritable relance de l'activité économique. Ces perspectives sont également alimentées par l'hypothèse d'une bonne saison agricole à la faveur de conditions climatiques favorables.

A ce titre, BAM prévoit un rebond de la croissance de 4,7% en 2021 avant de se consolider à 3,5% en 2022. Ces évolutions refléteraient des hausses, sous l'hypothèse notamment d'une récolte céréalière de 75 millions de quintaux (Mqx) annuellement, de 13,8% et de 2% respectivement de la valeur ajoutée agricole et une amélioration graduelle de 3,3% puis de 3,6% de celle non agricole.

Source : mapexpress.ma